

Curriculum vitae

Florian Savonitto

Né le 1^{er} février 1983, à Falaise (France)

Courriel : florian.savonitto@gmail.com

Adresse postale : 4 rue Francis Garnier – Le Liszt 2 – 34090 MONTPELLIER

Fonction : Maître de conférences en droit public (section 02)

Établissement d'affectation : Université Paul-Valéry Montpellier 3

Equipe de recherche : Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat (CERCCLE – EA 7436)

I. FORMATION ET CARRIERE UNIVERSITAIRE

A. Formation universitaire

- 2011 Doctorat de droit (Université Montpellier I)
« Les discours constitutionnels sur la « violation de la Constitution » sous la V^e République », thèse dirigée par D. Rousseau et soutenue publiquement le 14 mai 2011 devant un jury composé de J.-M. Denquin (rapporteur), J. Rossetto (rapporteur), P.-Y. Gahdoun, (directeur), M.-J. Redor-Fichot (présidente du jury) et D. Rousseau (directeur).
Mention : Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité
- 2006 Master 2 Recherche Droit administratif et science administrative, Université Montpellier I. Mention : Bien
- 2005 Master 1 Droit public, mention Administration territoriale, Université Montpellier I. Mention : Bien
- 2004 Licence en Droit, Université Caen – Basse-Normandie. Mention : Assez bien
- 2003 D.E.U.G. Droit, Université Caen – Basse Normandie. Mention : Assez Bien
- 2000 Baccalauréat, série S, Lycée Louis Liard (Falaise).

B. Parcours professionnel

- 2013- ... Maître de conférences en droit public
Université de Bordeaux
- 2012 Enseignant contractuel (C.D.D. L.R.U.) à temps plein
Université de Bretagne-Sud
- Février 2012 Qualification à la maîtrise de conférence par le Conseil national des Universités (section 02)
- 2009-2011 Attachée temporaire d'enseignement et de recherche
Université Montpellier I
- 2006-2009 Vacataire
Université Montpellier I

II. RESPONSABILITES ET ACTIVITES UNIVERSITAIRES

A. Responsabilités administratives

- 2019-... Membre suppléant du Conseil du Département Droit et transformations sociales
Université de Bordeaux
- 2016-2018 Vice-Président de la section Droit public et Science politique
Université de Bordeaux

B. Comités de sélection

- 2017 Membre d'un comité de sélection de MCF (section 02)
Université de Bordeaux
- 2017 Membre d'un comité de sélection d'Enseignant contractuel - Docteur (section 02)
Université de Bordeaux
- 2017 Membre d'un comité de sélection d'Enseignant contractuel - Doctorant (section 02)
Université de Bordeaux

C. Comités de suivi de thèse

- 2020 Membre du comité de suivi de thèse de deux doctorants dirigés par A. Martin, d'un doctorant dirigé par F. Rueda, et d'un doctorant dirigé par J. Boudon et Th. Hochmann
Université de Bordeaux et Université de Reims Champagne-Ardenne
- 2019 Membre d'un comité de suivi de thèse de trois doctorants dirigés par A. Martin et d'un doctorant dirigé par F. Rueda
Université de Bordeaux
- 2018 Membre du comité de suivi de thèse de trois doctorants dirigés par A. Martin, d'un doctorant dirigé par F. Rueda et d'un doctorant dirigé par Ch. Grellois
Université de Bordeaux

III. RESPONSABILITES ET ACTIVITES PEDAGOGIQUES

A. Responsabilités pédagogiques

- 2013-2020 Enseignant référent au sein du M2 Master Droit public fondamental de l'Université des équipes bordelaises pour le concours de plaidoiries Georges Vedel, organisé par Lextenso Editions avec le parrainage du Conseil constitutionnel

B. Enseignements assurés

1. Université de Bordeaux

a. Faculté de Droit et Science politique

Licence

- *Droit constitutionnel*, 1^{ère} année de Capacité en droit, CM (2013-2014)
- *Droits constitutionnels européens*, L2 Droit, CM (2015-2018)
- *Introduction au droit*, L2 Droit, CM (2013-2015)

- *Introduction au droit international public*, L2 Droit, CM (2013-2015)
- *Philosophie du droit*, L2 Droit, CM (2013-2014)
- *Droit international public*, L3 Droit, CM (2013-2016)

Master

- *Séminaire Aux origines du contrôle de constitutionnalité de la loi. Analyse historique des expériences françaises*, M2 Droit public fondamental (2017-2018)
- *Séminaire Le contrôle de constitutionnalité des lois par les assemblées politiques françaises*, M2 Droit public fondamental (2016-2017)

Diplôme universitaire

- *Droit constitutionnel de l'environnement*, D.U. Droit de l'environnement, CM (2019-2021)

b. Faculté d'Economie, Gestion et AES

Licence

- *Droit constitutionnel*, L1 AES, CM (2014-2020)
- *Institutions européennes*, L1 AES, CM (2014-2020)
- *Introduction à la science politique*, L1 AES, CM (2017-2020)
- *Finances publiques*, L2 AES, CM (2016-2020)

Master

- *Droit de l'environnement*, M1 Economie et Gestion de l'environnement et M1 Economie et Aménagement du territoire, CM (2013-2016)

c. Science Po Bordeaux

- *Institutions de la V^e République*, L3, CM (2018-2020)
- *Droit public*, Préparation « Objectif ENA », CM (2018-2020)
- *Droit constitutionnel*, Préparation « Objectif ENA », CM (2020-2021)
- *Droit constitutionnel*, L3, Conférences de Méthode (2014-2015 ; 2016-2018 ; 2019-2020)

2. Université Paul-Valéry Montpellier 3

Licence

- *Droit constitutionnel*, L1 AES, CM (2020-2021)
- *TD de Droit constitutionnel*, L1 AES (2020-2021)
- *Droit administratif*, L2 AES, CM (2020-2021)
- *Droit de l'Etat*, L2 Histoire (2020-2021)

Master

- *Droit de l'environnement*, M2 Ingénierie et Gestion des Projets Environnementaux, CM (2017- 2021)
- *Crises sécuritaires et libertés publiques*, M2 Etudes européennes et relations internationales, CM (2020-2021)

3. Université de Montpellier et Montpellier I

- *Séminaire La CJR*, M2 Droit de la sanction pénale et de l'exécution des peines (2020-2021)
- *Séminaire Justice pénale et Exécutif: CPI et CJR*, M2 Droit de la sanction pénale et de l'exécution des peines (2018-2020)
- *Séminaire Justice pénale internationale : l'exemple de la CPI*, M2 Droit de la sanction pénale et de l'exécution des peines (2017-2018)
- *Séminaire La réforme institutionnelle de 2018*, Magistère Droit public appliqué, CM (2018-2019)
- *Revue de presse juridique, Centre de préparation à l'ENA*, CM (2012-2013)
- *Séminaire Règles non écrites et violation de la Constitution*, D.U. Théorie et Philosophie du droit, CM (2012-2013)
- *Séminaire Représentation de la Constitution et violation de la Constitution*, D.U. Théorie et Philosophie du droit, CM (2011-2012)
- *TD de Droit constitutionnel général*, L1 Droit, pour M. Clapié (2007-2008 ; 2009-2010)
- *TD de Droit constitutionnel de la V^e République*, L1 Droit, pour M. Clapié (2008-2011)
- *TD d'Institutions de l'Union européenne*, L1 Droit, pour J. Roux (2006-2008)
- *TD de Droit administratif*, L2 Droit, pour C. Ribot (2010-2011)
- *TD de Théorie générale des droits et libertés*, L3 Droit, pour J. Bonnet (2009-2010)

4. Université de Bretagne-Sud

Licence

- *Méthodologie de la note administrative*, L3 Droit, CM (2012-2013)
- *Conférences d'actualité*, L3 Droit, CM (2012-2013)
- *TD de Droit constitutionnel (Semestres 1 et 2)*, L1 Droit, pour E-P. Guiselin (2012-2013)
- *TD de Méthologie de la dissertation*, L1 Droit, pour E-P. Guiselin (2012-2013)
- *TD de Méthologie du commentaire de texte*, L1 Droit, pour E-P. Guiselin (2012-2013)
- *TD de Droit administratif (Semestres 1 et 2)*, L2 Droit, pour V. Boyer (2012-2013)

Master

- *Droit administratif approfondi*, M1 Droit, CM (2012-2013)
- *Contentieux constitutionnel*, M1 Droit, CM (2012-2012)
- *Contentieux constitutionnel approfondi*, M2 Juriste conseil des collectivités territoriales, CM (2012-2013)
- *Droit de l'action économique des collectivités territoriales*, M2 Juriste conseil des collectivités territoriales, CM (2012-2013)
-

5. Université de Nîmes

- *TD de Droit des libertés fondamentales*, L3 Droit, pour P.-Y. Gahdoun (2007-2008)

6. Université Savoie Mont Blanc

- *La laïcité en droit constitutionnel*, D.U. Laïcité et République : formation civile et civique, CM (2019-2021)

IV. RESPONSABILITES ET ANIMATIONS SCIENTIFIQUES

A. Organisation de colloques, séminaires ou débats

- 2021 Co-responsabilité scientifique avec P. Gervier de la journée d'études « 10 ans de QPC devant les juges du premier filtre : Retour d'expérience » (30 avril 2021)
CERCACLE, Université de Bordeaux
- 2019 Responsabilité de l'organisation de la journée décentralisée de l'AFDC « "Dictatures" et consultations électorales en Europe et aux Amériques » (28 novembre 2019)
- 2019 CERCACLE, Institut Droit et Economie d'Agen - Université de Bordeaux
Direction de l'entretien « Brexit, Constitution et Equilibre institutionnel » avec A. Antoine, publié dans *Constitutions*, n°3, 2019, p. 331
- 2019 Co-responsabilité scientifique avec Ph. Claret de la journée d'études « Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace. Approche institutionnelle » (14 mars 2019)
CERCACLE, Institut Droit et Economie d'Agen - Université de Bordeaux
- 2016 Responsabilité de l'organisation de la journée d'études « La protection parlementaire de la Constitution » (8 décembre 2016)
CERCACLE, Palais Bourbon - Paris
- 2016 Direction de l'entretien « Le Défenseur des droits, un contre-pouvoir ? », avec J. Toubon, publié dans *Constitutions*, n°2, 2016, p. 213
- 2015 Co-responsabilité scientifique avec C. Cerda-Guzman de l'organisation du colloque « Les 10 ans de la Charte de l'environnement. 2005-2015 » (5 et 6 février 2015)
CERCACLE, Université de Bordeaux
- 2011 Co-responsabilité scientifique avec les membres du CERCOP participant à la recherche financée par le G.I.P. « Mission de recherche Droit et Justice » de l'organisation du colloque « L'examen du caractère sérieux de la QPC par les juges du fond : filtrage ou contrôle de constitutionnalité ? » (4 novembre 2011)
CERCOP, Université de Montpellier I

B. Direction et participation à des projets de recherche

- 2020-... Participation à l'Observatoire des politiques publiques en situation d'épidémie et post-épidémique, projet de l'Université de Bordeaux dirigé par Bernard Cherubini et Hinda Hedhili-Azema
- 2019-... Participation au projet « Vers un nouvel âge des extrêmes ? » dirigé par Nathalie Blanc-Noël dans le cadre de l'appel à projets du Département Droit et transformations sociales de l'Université de Bordeaux
- 2018-2020 Co-direction avec P. Gervier du projet de recherche « Le traitement des QPC par les juges de première instance et d'appel dans les ressorts de la Cour administrative d'appel de Bordeaux et des Cours d'appel de Bordeaux et d'Agen » dans le cadre de l'appel à projet « QPC 2020 » financé par le Conseil constitutionnel
- 2010-2012 Participation au projet de recherche sur la « Nature de l'office du juge de 1^{ère} instance et d'appel dans l'appréciation du caractère sérieux d'une QPC : filtrage ou contrôle de constitutionnalité ? » dirigé par A. Viala et financé

par le G.I.P. « Mission de recherche Droit et Justice »

C. Activités éditoriales

- Secrétaire général de la revue Dalloz *Constitutions* (2014-2020).
- Membre du Comité éditorial de la Montesquieu Law Review - chronique droit constitutionnel (2015-2018).

D. Jury de concours

- Correcteur associé du concours externe d'administrateur de l'Assemblée nationale (2017-2018).

E. Appartenance à des associations scientifiques ou groupes de recherche

- Membre du Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLÉ, EA 7436)
- Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel
- Membre de l'Observatoire des politiques publiques en situation d'épidémie et post-épidémique

V. PUBLICATIONS ET PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

A. Ouvrages, monographies

1. F. Savonitto (dir.), "*Dictatures*" et consultations électorales en Europe et aux Amériques, L'Harmattan, coll. Droit comparé, Paris, 2021, à paraître.
2. P. Gervier et F. Savonitto (dir.), *Le traitement des QPC par les juges de première instance et d'appel dans les ressorts de la Cour administrative d'appel de Bordeaux et des Cours d'appel de Bordeaux et d'Agen*, 2 t., Projet de recherche « QPC 2020 », Recherche réalisée à l'occasion des dix ans de la QPC, avec le soutien du Conseil constitutionnel. 15 janvier 2020, 285 p. et 201 p.
3. Ph. Claret et F. Savonitto (dir.), *La réforme institutionnelle sous le quinquennat d'Emmanuel Macron. Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace*, L'Harmattan, coll. Droit comparé, 2020, Paris, 284 p.
4. F. Savonitto (dir.), *La protection parlementaire de la Constitution*, Imprimerie de Bordeaux, 2018, Bordeaux, 175 p.
5. C. Cerda-Guzman et F. Savonitto (dir.), *Les 10 ans de la Charte de l'environnement. 2005-2015*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, Paris, 2016, 278 p.
6. F. Savonitto, *Les discours constitutionnels sur la « violation de la Constitution » sous la V^e République*, LGDJ - Lextenso Editions, coll. Bibliothèque de thèses, n°141, Paris, 2013, 590 p.

B. Articles publiés dans des revues scientifiques

1. « Une refonte institutionnelle du Titre X de la Constitution de 1958 », *Politeia*, 2021, à paraître.
2. P. Gervier et F. Savonitto, « Le traitement des QPC par les juges de première instance et d'appel dans les ressorts de la Cour administrative d'appel de Bordeaux et des cours d'appel de Bordeaux et d'Agen », *Titre VII, QPC 2020 Les 10 ans de la question citoyenne*, Hors-série, octobre 2020, (www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/le-traitement-des-qpc-par-les-juges-de-premiere-instance-et-d-appel-dans-les-ressorts-de-la-cour)
3. « Saisir ou ne pas saisir le Conseil constitutionnel ? Préserver la loi, telle est la réponse présidentielle », *AJDA*, 2020, n°41, p. 2359.
4. « Les déclarations gouvernementales de l'article 50-1 de la Constitution. De l'inédit en période de Covid-19 », *Les Petites Affiches*, 4 juin 2020, n°112, p. 8.
5. « L'esprit de la Constitution de la V^e République », *Revue Internationale de Droit Comparé*, 2020, n°1, p. 29.
6. « L'atonie du Comité constitutionnel dans l'exercice du contrôle de constitutionnalité des lois sous la IV^e République », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 2019, n°119. (www.cairn.info/revue-francaise-de-droit-constitutionnel.htm)
7. « Vers une Chambre du futur ? », *Revue juridique de l'environnement*, 2019, n°4, p. 725.
8. « La constitutionnalisation de l'action contre les changements climatiques », *Les Petites Affiches*, 9 juill. 2018, n° spécial consacré à « La révision constitutionnelle, 60 ans après ? », p. 83.
9. « Retour sur l'Assemblée du futur », *Recueil Dalloz*, 2018, n°5, p. 250.
10. « L'utilité de la QPC à l'aune de l'état d'urgence », *Montesquieu Law Review*, 2017, n°5, p. 30. (www.montesquieulawreview.eu)
11. « Confidences journalistes, secrets défense et responsabilités présidentielles », *Constitutions*, 2017, n°2, p. 239.
12. « Election présidentielle : un nouveau dispositif législatif déjà sujet à révision », *Politeia*, 2016, n°30, p. 189.
13. « Etat d'urgence et risque d'inconstitutionnalité », *Revue des Droits et Libertés Fondamentaux*, 2016, chron. n°15. (www.revuedlf.com)
14. « Recent draft amendments to the Environmental Charter », *Montesquieu Law Review*, 2015, n°1, p. 46. (www.montesquieulawreview.eu)
15. « La violation de l'article 48 de la Constitution, la machine et la norme », *Politeia*, 2014, n°26, p. 93.
16. « Les propositions de révision de la Charte de l'environnement à la lumière de la doctrine du Comité Veil », *Revue des Droits et Libertés Fondamentaux*, 2014, chron. n°19. (www.revuedlf.com)
17. « Un président enfin responsable politiquement. Enfin presque... », *Constitutions*, 2014, n°4, p. 450.
18. « Le changement de Premier ministre en "présidence normale" : l'infirmité du "théorème" de Guy Carcassonne », *Politeia*, 2014, n°25, p. 101.
19. « L'absence de double filtrage des QPC. Argument pour sa suppression ? », *Revue française de droit constitutionnel*, 2013, n°93, p. 107.
20. « Les recommandations de bonne pratique de la Haute autorité de santé », *Revue française de droit administratif*, 2012, n°3, p. 471.
21. « Les cas d'absence de double filtrage des QPC », *Gazette du Palais*, 1-3 juillet 2012, n°183-185, p. 15.
22. « Les lois de programmation du vingtième alinéa de l'article 34 de la Constitution : une nouveauté à abandonner ? », *Revue du Droit Public*, 2012, n°1, p. 113.

C. Articles ou chapitres d'ouvrages collectifs

1. « La notion de gouvernement dans une approche juridique », in V. Boyer et R. Renaud (dir.), *Pour un droit gouvernemental ?*, Institut Francophone pour la Justice et la démocratie, coll. Colloques & Essais », Paris, 2021, à paraître.
2. « Le mandat impératif et la révocation populaire », in Ch.-E. Sénac (dir.), *La révocation populaire des élu-e-s*, Mare & Martin, Paris, 2021, à paraître.
3. « Le Président de la République et l'inapplication de la règle de droit », in E. Péchillon et S. Renard (dir.), *L'inapplication de la règle de droit*, Mare & Martin, Paris, coll. Droit & Science Politique, 2020, Paris, p. 65.
4. « Le Conseil des Anciens, un oublié du contrôle de constitutionnalité des lois », in J. Arlettaz, J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun, G. Merland et E. Sales (dir.), *Constitution, justice, démocratie. Mélanges en l'honneur du Professeur Dominique Rousseau*, Editions LGDJ - Lextenso, Paris, 2020, p. 833.
7. « Panorama des caractéristiques du filtrage des QPC exercé par les juridictions de première instance et d'appel », in P. Gervier et F. Savonitto (dir.), *Le traitement des QPC par les juges de première instance et d'appel dans les ressorts de la Cour administrative d'appel de Bordeaux et des Cours d'appel de Bordeaux et d'Agen*, t. I, Projet de recherche « QPC 2020 », Recherche réalisée à l'occasion des dix ans de la QPC, avec le soutien du Conseil constitutionnel, 2020, p. 53.
5. « Itinéraire d'un abandon », in Ph. Claret et F. Savonitto (dir.), *La réforme institutionnelle sous le quinquennat d'Emmanuel Macron. Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace*, L'Harmattan, coll. Droit comparé, Paris, 2020, p. 19.
6. « La transformation du Conseil économique, social et environnementale » in Ph. Claret et F. Savonitto (dir.), *La réforme institutionnelle sous le quinquennat d'Emmanuel Macron. Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace*, L'Harmattan, coll. Droit comparé, Paris, 2020, à p. 105.
7. « Le nomadisme politique », in Y. Poirmeur (dir.), *La régulation des partis politiques*, LGDJ, coll. Systèmes, Paris, 2019, p. 107.
8. « Le contrôle de constitutionnalité de la loi par les Assemblées politiques avant 1958 », in F. Savonitto (dir.), *La protection parlementaire de la Constitution*, Imprimerie de Bordeaux, Bordeaux, 2018, p. 9.
9. « Présentation de l'ouvrage : La protection parlementaire de la Constitution », in F. Savonitto (dir.), *La protection parlementaire de la Constitution*, Imprimerie de Bordeaux, Bordeaux, 2018, p. 3.
10. « Les parlements nationaux et le pouvoir préservateur de Benjamin Constant », in F. Lanchester (dir.), *Parlamenti nazionali e Unione europea nella governance multinivello*, ed. Giuffrè, Quaderni di Nomos, vol. 14, Roma, 2016.
11. « Les recommandations de bonnes pratiques en matière médicale et la qualité du droit », in E. Bonis et V. Malabat (dir.), *La qualité de la norme. L'élaboration de la norme*, Mare & Martin, coll. Droit & Science politique, Paris, 2016, p. 187.
8. C. Cerda-Guzman et F. Savonitto, « Avant-Propos », in C. Cerda-Guzman et F. Savonitto (dir.), *La Charte de l'environnement. 2005-2015*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, Paris, 2016, p. 7.
12. « L'appréciation, par les juges du fond, du caractère sérieux de la QPC », in E. Cartier, L. Gay et A. Viala (dir.), *La QPC, vers une culture constitutionnelle partagée ?*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, Paris, 2015, p. 15.
13. « La théorie réaliste de l'interprétation permet-elle encore de penser la transgression des règles de droit ? », J.-J. Sueur et P. Richard (dir.), *La Transgression*, Bruylant, Bruxelles, 2013, p. 415.

D. Chroniques ou commentaires de jurisprudence

1. « De l'incertain autour du « nouveau » et du « non négligeable ». Le préjudice écologique à l'épreuve du filtrage de la Cour de cassation, *Cass. Crim., Association Réseau sortir du nucléaire et autres*, 10 nov. 2020, n°2667 », *Le blog Droit administratif*, 29 décembre 2020, <https://blogdroitadministratif.net>
2. « Un verdissement en devenir de la jurisprudence constitutionnelle, *CC, n°2019-823 QPC, Union des industries de la protection des plantes*, 31 janvier 2020 », *AJDA*, 2020, p. 1126.
3. « La Cour européenne des droits de l'homme, une tortue qui ne dit pas son nom ?, *Cour EDH, 28 mai 2019, Forcadell i Lluís et autres c. Espagne*, n° 75147/17 », *Politeia*, 2019, n°36, p. 63.
4. « La Cour européenne des droits de l'homme, une tortue qui ne dit pas son nom ?, *Cour EDH, 28 mai 2019, Forcadell i Lluís et autres c. Espagne*, n° 75147/17 », *Journal d'Actualité des Droits Européens*, 2019, n°19, revue.jade.eu/article/view/2569
5. « Le système de répartition du temps d'antenne entre les partis politiques durant la campagne électorale en vue des élections législatives, *CC, n°2017-651 QPC, Association en Marche !*, 31 mai 2017 », *Politeia*, 2017, n°32, p. 203.
6. « Justice politique et responsabilité pénale ministérielle à l'épreuve de la Cour européenne des droits de l'homme, *Cour EDH, Haarde c. Islande*, n°668447/12, 23 novembre 2017 », *Journal d'Actualité des Droits Européens*, 2017, n°8, revue.jade.eu/article/view/2151
7. « La loi Gayssot déclarée enfin conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel, *CC, n°2015-512 QPC, M. Vincent R.*, 8 janvier 2016 », *Gazette du Palais*, 29 mars 2016, n°13, p. 31.
8. « Commentaire de la décision n°2014-703 DC du 19 novembre 2014 - Loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution, *CC, n°2014-703 DC, Loi organique portant application de l'article 68 de la Constitution*, 19 novembre 2014 », *Montesquieu Law Review*, 2015, n°3, p. 21. (www.montesquieu-lawreview.eu)
9. « La saisine directe du Conseil constitutionnel en matière de contentieux des élections parlementaires : une jurisprudence confirmée, *CC, n°2012-4563/4600 AN, Hauts-de-Seine et CC, n°2012-4565/4567/4568/4574/4575/4576/4577 AN, Val-de-Marne*, 18 octobre 2012 », *Revue des Droits et Libertés Fondamentaux*, 2013, chron. n°3. (www.revedlf.com)
10. « Les conditions de protection des droits et libertés en matière électorale. Une jurisprudence constitutionnelle à explorer, *CC, n°2012-4563/4600 AN, Hauts-de-Seine et CC, n°2012-4565/4567/4568/4574/4575/4576/4577 AN, Val-de-Marne*, 18 octobre 2012 », *Revue Administrative*, 2013, vol. 66, n°392, p. 134.
11. « La saisine directe du Conseil constitutionnel : une opportunité manquée, *CC, n°2012-237 QPC du 15 février 2012, M. Zafer E.* », *Gazette du Palais*, 4-6 mars 2012, n°64-66, p. 21
12. « « N'est pas une "disposition applicable au litige", une disposition législative dépourvue de normativité, *CE, 18 juillet 2011, n° 340512, Fédération nationale des chasseurs et Fédération départementale des chasseurs de la Meuse* », *Gazette du Palais*, 2-4 octobre 2011, n°275-277, p. 21.

E. Articles publiés sur le site de l'AFDC

1. « La violation de l'article 48 de la Constitution : dysfonctionnement général et "présidence normale" », *IX^e Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel*, Atelier D, 2014, www.droitconstitutionnel.org
2. « Les "lois de programmation" de l'article 34 de la Constitution », *VIII^e Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel*, Atelier n°6, 2011, www.droitconstitutionnel.org

3. « Le Pouvoir constituant pose-t-il des normes ? L'exemple des articles 29 et 30 de la Constitution », *VII Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel*, Atelier n°3, 2008, www.droitconstitutionnel.org

F. Communications orales (congrès, colloques, conférences)

1. « "Dictatures" et consultations électorales en Europe et aux Amériques », Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel, *Représentation, gouvernement et systèmes électoraux*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 31 janvier 2020.
2. « Ouverture », Journée d'études décentralisée de l'AFDC, "*Dictatures" et consultations électorales en Europe et aux Amériques*, Université de Bordeaux, 28 novembre 2019.
3. « Mandat impératif et révocation populaire », Colloque *La révocation populaire des élu-e-s*, Université de Bordeaux, 16 et 17 octobre 2019.
4. « Le Président de la République et l'inapplication de la règle de droit », Colloque *L'inapplication de la règle de droit*, Université de Bretagne-Sud, 4 et 5 avril 2019.
5. « La transformation du Conseil économique, sociale et environnemental », Journée d'études *Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace. Approche institutionnelle*, Institut Droit et Economie d'Agen - Université de Bordeaux, 14 mars 2019.
6. « La chronologie de la réforme », Journée d'études *Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace. Approche institutionnelle*, Institut Droit et Economie d'Agen - Université de Bordeaux, 14 mars 2019.
7. « Présentation de l'arrêt de la Cour EDH, *Haarde c. Islande*, n°668447/12 du 23 novembre 2017 », Conférence bimestrielle du CERCCLÉ, Université de Bordeaux, 30 janvier 2018
8. « Le contrôle de constitutionnalité de la loi par les Assemblées politiques avant 1958 », Conférence trimestrielle du CERCOP, Université de Montpellier, 19 décembre 2017
4. « La ratification du statut de Rome de la CPI et le droit constitutionnel français », Conférence pour le *30^{ème} anniversaire de la coopération entre l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et l'Université d'Etat d'Erevan*, Université Paul-Valéry Montpellier 3, 16 mai 2017.
9. « L'esprit de la Constitution de la V^e République », Colloque *Les mots de la norme*, Université de Bordeaux, 12 novembre 2015.
10. « Les parlements nationaux et le pouvoir préservateur de Benjamin Constant », Colloque *Parlamenti nazionali e Unione europea nella governance multilivello*, Chambre des députés, Rome, 12-13 mai 2015.
11. « L'exécution des décisions du Conseil constitutionnel », Journée d'études *L'exécution des décisions de justice : mythe ou réalité ?*, Université de Bordeaux, 27 mars 2015.
12. « Ouverture », Colloque *Les 10 ans de la Charte de l'environnement. 2005-2015*, Université de Bordeaux, 5 et 6 février 2015.
13. « Au-delà de la Constitution », Table ronde de la journée décentralisée de l'AFDC *Peut-on se passer de Constitutions ?*, Université de Bordeaux, 14 novembre 2014.
14. « La violation de l'article 48 de la Constitution : dysfonctionnement général et "présidence normale" », *IX^{ème} Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel*, Lyon, les 26, 27 et 28 juin 2014.
15. « Les recommandations de bonne pratique en matière sanitaire », *Colloque Circulaires, recommandations, protocoles de procédure, codes de gouvernance... Quelle place pour le "petit" droit ?*, Université de Bordeaux, Université de Bordeaux, 6 juin 2014.
16. « L'appréciation, par les juges du fond, du sérieux de la question de constitutionnalité », Colloque *La QPC. Vers une culture constitutionnelle partagée ?*, Palais du Luxembourg, Paris, 24 mars 2014.

17. « La saisine directe du Conseil constitutionnel : une opportunité manquée », Conférence mensuelle du CREAM, Université de Montpellier I, 5 avril 2012.
18. « La théorie réaliste de l'interprétation permet-elle encore de penser la transgression des règles de droit ? », Colloque international *La Transgression*, Université du Sud Toulon -Var, 24 et 25 novembre 2011.
19. « Les "lois de programmation" de l'article 34 de la Constitution », *VIII Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel*, Nancy, les 16, 17 et 18 juin 2011.
20. « Le Pouvoir constituant pose-t-il des normes ? L'exemple des articles 29 et 30 de la Constitution », *VII Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel*, Paris, les 25, 26 et 27 septembre 2008.

VI. DIFFUSION ET VULGARISATION DE LA RECHERCHE

1. Intervention dans le 6^e numéro de l'émission *le Late Law Show*, animé par Marc Touillier, sur « L'article 50-1 au Sénat : de l'inédit en période de Covid-19 », diffusée sur *Lex radio* et *You Tube*, 11 et 16 mai 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=W531tgT2il0&t=2s> et <https://lexradio.fr/search/1-savonitto>
2. Intervention dans le 2^e numéro de l'émission *le Late Law Show*, animé par Marc Touillier, sur « Décryptage constitutionnel du discours présidentiel », diffusée sur *You Tube*, 16 avril 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=h2ECJkDH2Mo&t=95s>
3. Interview par *La Libre Belgique* sur la question « Un roi à la tête de l'Etat français ? », 24 janvier 2019 : <https://www.lalibre.be/debats/ripostes/un-roi-a-la-tete-de-l-etat-francais-5c48b0bc9978e2710ee349e2>
4. Intervention auprès du Comité local Barraud-Turenne sur le thème « Constitution(s), enjeux politique et juridique », Athénée municipal, Bordeaux, 10 octobre 2018.
5. Interview par *Rue89Bordeaux* sur les initiatives pour renforcer la démocratie locale, 23 janvier 2016 : <https://rue89bordeaux.com/2016/01/plus-de-democratie-participative-chiche/>
6. Débat animé par Thomas Kirszbaum sur le thème « La place du citoyen dans la décision publique », avec M. Juppé, M. Delevoye, M^{me} Bellaoui, M. Blondiaux, M. Rottner, M^{me} Zask, et M. Spiegel, Cenon, 22 janvier 2016.
7. Participation au salon « Info'sup Bretagne-Sud » de l'enseignement supérieur du Morbihan, janvier 2013.
8. Participation à la 1^{ère} édition européenne de la Nuit des Chercheurs, organisée par le Pôle culturel et scientifique de Rochebelle, Alès, 23 septembre 2011.